

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

F. 2007 — 4340

[C — 2007/36898]

**5 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement flamand fixant la contribution obligatoire des armateurs des bateaux de pêche belges à l'alimentation du Fonds pour Mousses en 2007**

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi du 23 septembre 1931 sur le recrutement du personnel de la pêche maritime, notamment l'article 3, remplacé par la loi du 13 août 1990 et modifié par la loi du 13 février 1998;

Vu l'avis du Conseil du Fonds pour Mousses, donné le 11 décembre 2006;

Vu l'avis du Ministre flamand chargé du Budget, rendu le 7 juin 2007;

Vu l'avis n° 43.560/1/V du Conseil d'Etat, donné le 10 septembre 2007, en application de l'article 84, § 3, alinéa premier, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand des Réformes institutionnelles, des Ports, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La contribution obligatoire à charge des armateurs des bateaux de pêche belges, visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 23 septembre 1931 sur le recrutement du personnel de la pêche maritime, et prévue par l'article 3 de la loi précitée, est fixée pour l'exercice 2007 à 0,18 % de la somme brute des captures en 2007 vendues dans les ports belges et étrangers.

**Art. 2.** En ce qui concerne la conversion en euros des sommes brutes des captures vendues au Royaume-Uni et au Danemark, il est pris comme base le cours moyen officiel en vigueur aux dates de ventes respectives sur le marché d'échange réglementé.

**Art. 3.** Les contributions visées à l'article 1<sup>er</sup> doivent être versées ou virées au numéro de compte postal 679-1749118-14 du Fonds pour Mousses, Vrijhavenstraat 5, 8400 Ostende.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 5.** Le Ministre flamand qui a la Politique agricole et la Pêche en mer dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 octobre 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Ministre flamand des Réformes institutionnelles, des Ports, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité,  
K. PEETERS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 4341

[C — 2007/29360]

**19 OCTOBRE 2007. — Décret modifiant le décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'école dans l'enseignement obligatoire**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 80, § 4, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un troisième alinéa rédigé comme suit :

« L'établissement scolaire qui organise ou qui collabore avec un internat est autorisé à préciser préalablement le nombre de places prioritairement réservées à des élèves fréquentant l'internat ».

2° il est inséré un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« Les demandes d'inscription introduites pour un élève fréquentant un établissement d'enseignement fondamental ou primaire organisant l'apprentissage en immersion dans un établissement d'enseignement secondaire organisant l'apprentissage en immersion et avec lequel est conclu un accord de collaboration visant à assurer la continuité de l'apprentissage par immersion entre le deuxième cycle de la deuxième étape et la troisième étape du continuum pédagogique tel que visé à l'article 10 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique sont acceptées prioritairement. Cette priorité ne peut être exercée qu'en faveur d'un élève bénéficiant d'un apprentissage en immersion en 6ème primaire et dont les parents ou la personne investie de l'autorité parentale souhaite qu'il puisse poursuivre l'apprentissage en immersion au 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire. Le Gouvernement fixe la période durant laquelle ce droit prioritaire peut être invoqué. »

3° il est inséré un cinquième alinéa rédigé comme suit :

« Pour les années scolaires 2008-2009 et 2009-2010, les demandes d'inscription introduites pour un élève fréquentant depuis le 10 septembre 2007 au moins le dernier cycle de l'école primaire ou fondamentale dans un établissement d'enseignement secondaire dont le chef d'établissement a conclu une convention permettant une inscription directe au 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire sont acceptées prioritairement. Le Gouvernement fixe la période durant laquelle ce droit prioritaire peut être invoqué ».

4° il est inséré un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement arrête les modalités d'inscription dans les établissements scolaires. »

**Art. 2.** A l'article 88, § 4, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un troisième alinéa rédigé comme suit :

« L'établissement scolaire qui organise ou qui collabore avec un internat est autorisé à préciser préalablement le nombre de places prioritairement réservées à des élèves fréquentant l'internat. »

2° il est inséré un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« Les demandes d'inscription introduites pour un élève fréquentant un établissement d'enseignement fondamental ou primaire organisant l'apprentissage en immersion dans un établissement d'enseignement secondaire organisant l'apprentissage en immersion et avec lequel est conclu un accord de collaboration visant à assurer la continuité de l'apprentissage par immersion entre le deuxième cycle de la deuxième étape et la troisième étape du continuum pédagogique tel que visé à l'article 10 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique sont acceptées prioritairement. Cette priorité ne peut être exercée qu'en faveur d'un élève bénéficiant d'un apprentissage en immersion en 6<sup>ème</sup> primaire et dont les parents ou la personne investie de l'autorité parentale souhaite qu'il puisse poursuivre l'apprentissage en immersion au 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire. Le Gouvernement fixe la période durant laquelle ce droit prioritaire peut être invoqué. »

3° il est inséré un cinquième alinéa rédigé comme suit :

« Pour les années scolaires 2008-2009 et 2009-2010, les demandes d'inscription introduites pour un élève fréquentant depuis le 10 septembre 2007 au moins le dernier cycle de l'école primaire ou fondamentale dans un établissement d'enseignement secondaire dont le chef d'établissement a conclu une convention permettant une inscription directe au 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire sont acceptées prioritairement. Le Gouvernement fixe la période durant laquelle ce droit prioritaire peut être invoqué. »

4° il est inséré un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement arrête les modalités d'inscription dans les établissements scolaires. »

**Art. 3.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2007.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 octobre 2007.

La Ministre-Présidente chargée de l'Enseignement obligatoire,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique  
et des Relations internationales,  
Mevr. M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Session 2007-2008.

Documents du Conseil. Proposition de décret, n° 462-1.

Compte-rendu intégral. — Rapport oral, discussion et adoption. Séance du mercredi 10 octobre 2007.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4341

[C — 2007/29360]

**19 OKTOBER 2007. — Decreet tot wijziging van het decreet van 8 maart 2007 houdende diverse maatregelen met het oog op de regularisatie van de inschrijvingen en van de veranderingen van school in het leerplichtonderwijs**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 80, § 4, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De schoolinrichting die een internaat organiseert of die met een internaat medewerkt, wordt ertoe gemachtigd het aantal plaatsen vooraf te bepalen die prioritair bestemd zijn voor leerlingen die het internaat bezoeken. »

2° Er wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De aanvragen om inschrijving die worden ingediend voor een leerling die een inrichting voor basisonderwijs of lager onderwijs bezoekt die het taalbadonderwijs organiseert in een inrichting voor secundair onderwijs die het taalbadonderwijs organiseert waarmee een medewerkingsakkoord wordt gesloten dat tot doel heeft de continuïteit van het taalbadonderwijs te waarborgen tussen de tweede cyclus van de tweede stap en de derde stap van het pedagogisch continuüm zoals bedoeld in artikel 10 van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, worden prioritair aanvaard. Die prioriteit kan alleen worden uitgeoefend voor een leerling die een taalbadonderwijs in het 6e leerjaar van het lager onderwijs geniet, wiens ouders of de persoon die het ouderlijk gezag bekleedt, wensen dat hij het taalbadonderwijs in de eerste graad van het secundair onderwijs kan voortzetten. De Regering stelt de periode vast gedurende welke dat prioriteitsrecht kan worden ingeroepen. »

3° Er wordt een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de schooljaren 2008-2009 en 2009-2010 worden de aanvragen om inschrijving die worden ingediend voor een leerling die sedert tenminste 10 september 2007 de laatste cyclus van het lager onderwijs of het basisonderwijs volgt in een inrichting voor secundair onderwijs waarvan het inrichtingshoofd een overeenkomst heeft gesloten die een rechtstreekse inschrijving in de eerste graad van het secundair onderwijs mogelijk maakt, worden prioritair aanvaard. De Regering stelt de periode vast gedurende welke dat prioriteitsrecht kan worden ingeroepen. »

4° Er wordt een laatste lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering stelt de nadere regels vast voor de inschrijving in de schoolinrichtingen. »

**Art. 2.** In artikel 88, § 4, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De schoolinrichting die een internaat organiseert of die met een internaat medewerkt, wordt ertoe gemachtigd het aantal plaatsen vooraf te bepalen die prioritair bestemd zijn voor leerlingen die het internaat bezoeken. »

2° Er wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De aanvragen om inschrijving die worden ingediend voor een leerling die een inrichting voor basisonderwijs of lager onderwijs bezoekt die het taalbadonderwijs organiseert in een inrichting voor secundair onderwijs die het taalbadonderwijs organiseert waarmee een medewerkingsakkoord wordt gesloten dat tot doel heeft de continuïteit van het taalbadonderwijs te waarborgen tussen de tweede cyclus van de tweede stap en de derde stap van het pedagogisch continuüm zoals bedoeld in artikel 10 van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, worden prioritair aanvaard. Die prioriteit kan alleen worden uitgeoefend voor een leerling die een taalbadonderwijs in het 6e leerjaar van het lager onderwijs geniet, wiens ouders of de persoon die het ouderlijk gezag bekleedt, wensen dat hij het taalbadonderwijs in de eerste graad van het secundair onderwijs kan voortzetten. De Regering stelt de periode vast gedurende welke dat prioriteitsrecht kan worden ingeroepen. »

3° Er wordt een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de schooljaren 2008-2009 en 2009-2010 worden de aanvragen om inschrijving die worden ingediend voor een leerling die sedert tenminste 10 september 2007 de laatste cyclus van het lager onderwijs of het basisonderwijs volgt in een inrichting voor secundair onderwijs waarvan het inrichtingshoofd een overeenkomst heeft gesloten die een rechtstreekse inschrijving in de eerste graad van het secundair onderwijs mogelijk maakt, worden prioritair aanvaard. De Regering stelt de periode vast gedurende welke dat prioriteitsrecht kan worden ingeroepen. »

4° Er wordt een laatste lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering stelt de nadere regels vast voor de inschrijving in de schoolinrichtingen. »

**Art. 3.** Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 oktober 2007.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek  
en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,  
M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK